



Peuple de France, réveille-toi ! Ils sont devenus fous !

Les citoyens viennent de se réveiller assommés, ahuris et indignés par la remise d'un rapport sur la refondation de la politique d'intégration commandé par nos gouvernants depuis plusieurs mois avec une lettre de cadrage qui orientait clairement et sans ambiguïté ce que devaient être ses conclusions, alors que c'est la politique d'immigration qu'il faut revoir.

"Refonder notre politique d'intégration suppose de répondre à l'attente des personnes immigrées et de leurs descendants... Une telle démarche ne peut réussir qu'à la condition d'admettre que la richesse de l'héritage légué par les migrants au fil des âges fait partie de l'identité française... Elle suppose aussi d'assumer collectivement que les différences faites entre les citoyens, y compris ceux issus de l'immigration, sont le plus souvent le produit de

contextes sociaux "made in France" et non "importés" ... Les relevés de conclusions serviront de base au document de stratégie gouvernementale qui sera rendu public par le Premier ministre".

Nos responsables politiques permettront aux citoyens indignés par cette démarche incompréhensible d'y discerner une manœuvre cynique et malhonnête, car qui contesterait que la richesse de l'héritage légué par les migrants au fil des âges – "au fil des âges" ! – fait partie de l'identité française ? Personne, et pour une simple et bonne raison, c'est que ces migrants, dont nombre d'entre nous sont les descendants, n'ont pas été intégrés mais se sont intégrés et ont été assimilés dès la deuxième génération en se noyant dans la masse pour réussir leur vie. Le problème aujourd'hui, et ce depuis une quarantaine d'années seulement, alors que la France a deux mille ans d'histoire, c'est que cette nouvelle immigration, massive, incontrôlée, précisément à cause du laisser-faire et du manque de clairvoyance, considère que l'histoire de notre pays commence avec elle. Ne soyons pas naïfs, cette immigration est de nature totalement différente de celle qui a marqué notre histoire car elle est issue d'une culture guidée par une religion incompatible avec nos sociétés démocratiques qu'elle conteste et qu'elle combat. Le nier ou vouloir l'occulter est faire preuve de déni de réalité. En effet, pourquoi nos parlementaires ont-ils été conduits à voter une loi sur l'interdiction du port du voile à l'école ? Pourquoi une loi sur l'interdiction de la burqa ? Pourquoi une charte sur la laïcité dans les écoles ? C'est bien la preuve, contrairement au postulat posé par la lettre de cadrage, que ces différences ne sont pas le produit de contextes sociaux "**made in France**" mais bien "**importés**". C'est donc bien notre politique sur l'immigration qu'il faut refonder prioritairement. Car "**répondre à l'attente des personnes immigrées et de leurs descendants**", c'est à dire à l'attente de cette immigration extra-européenne totalement étrangère à notre réalité historique, spirituelle et culturelle, c'est accepter qu'elle ne s'intègre pas et mettre en place une nouvelle société fondée sur le communautarisme, ce qui est inacceptable et contraire aux valeurs de notre République.

Alors, après le tollé provoqué par la publication de ce rapport, nos gouvernants s'indignent (sic) des "interprétations" qui sont faites et clament que ce n'est pas la position du gouvernement. Le Président de la République, lui-même, affirme que ce rapport "n'est pas du tout la position du gouvernement".

Pourtant ce rapport a été commandé par le chef du gouvernement avec une lettre de cadrage claire et a été "suivi" par dix ministères (!) pendant plusieurs mois, donc par dix ministres qui ont proposé les présidents de chacun des groupes de travail. Et ces noms ont ensuite été validés par Matignon et par l'Élysée.

Pourtant, lorsque le rapport lui a été remis le 13 novembre, le Premier ministre a salué "la grande qualité des travaux".

Quelle hypocrisie et quelle mauvaise foi ! Et si cela ne suffisait pas, certains reprochent au Premier ministre d'avoir publié le rapport, ce qu'il n'aurait pas dû faire au prétexte qu'il ne s'agissait pas d'un document officiel, reconnaissant ainsi que le peuple n'a pas à connaître ce qui se trame dans son dos. Quel cynisme !

Quant au choix des "experts" et des personnes consultées, il suffit de bien orienter leur désignation pour obtenir les conclusions souhaitées. D'autant plus que dans ces circonstances, certains n'hésitent pas, pour exister, à faire du zèle et d'en faire plus qu'il n'en faut. C'est ainsi qu'on obtient un document au texte dense, plutôt abstrait et indigeste qui met l'accent sur des propositions insensées qui relèvent de la trahison à l'égard de la nation française. En effet, quel peuple, quelle nation dans le monde accepterait sa propre destruction comme la préconise ce rapport ? Car ce serait bien le résultat obtenu. Quel gouvernement responsable oserait appliquer de telles mesures délirantes ? Car enfin, sans même relever cette proposition outrancière de suppression de la loi sur l'interdiction du port du voile à l'école, peut-on expliquer aux citoyens ce qu'est "la dimension arabe orientale de la France" ? Les experts et rapporteurs du document controversé se sont bien gardés de le préciser car ils ne le savent pas eux-mêmes. Mais nos responsables politiques pourraient peut-être nous l'expliquer ! Pourquoi devrait-on revoir notre Histoire de France et la

modifier en occultant ses pages glorieuses qui ont contribué à modeler l'esprit français et à donner naissance à la nation pour satisfaire les derniers arrivants qui contestent les faits historiques qui ne leur conviennent pas ? Cette volonté de modifier l'Histoire afin de la transformer pour qu'elle réponde aux exigences de certains relève de la pure pathologie et rappelle les méthodes appliquées par des régimes totalitaires, méthodes qui portent un nom : le révisionnisme. En fait, ce que visent tous ces apprentis-sorciers, ces idéologues malfaisants c'est briser le lien social en faisant en sorte que le citoyen ne soit plus l'héritier d'un passé qu'il a fait sien et abattre ainsi cette unité patiemment construite au fil des siècles – " au fil des âges " – ce sentiment d'appartenance à une nation et à une patrie, la référence à ses héros, en un mot l'identité. Quant à la langue, vouloir en introduire d'autres, dont l'arabe, qui auraient un statut égal avec le français, alors que tout le monde sait – sauf peut-être nos " experts " – que la langue est un vecteur essentiel de l'unité d'un peuple et de son identité, c'est accepter et favoriser le repli sur soi et faciliter et provoquer le rejet de l'autre. Ce sont d'ailleurs ces mêmes experts qui ont la mainmise sur l'Éducation nationale, ces spécialistes de la pédagogie qui ont mis en place voilà plus de trente cinq ans un système incroyable et insensé d'enseignement de la langue et de la culture d'origine (ELCO) pour les enfants de migrants, les enfermant ainsi définitivement dans l'échec. On en voit aujourd'hui les résultats sans que nos responsables politiques ne modifient quoi que ce soit à ce système absurde condamné depuis plus de vingt ans par le Haut Conseil à l'Intégration car représentant précisément un obstacle majeur à l'intégration de ces jeunes.

En fait, cette crise identitaire qui est imposée aujourd'hui à notre Nation n'aurait jamais dû se produire si nos responsables politiques avaient œuvré, et ce, depuis une quarantaine d'années, pour le bien commun et dans l'intérêt de la Nation. Car ce n'est pas à celui qui accueille de changer son histoire, ses traditions, son mode de vie. C'est à celui qui arrive, et les "accommodements raisonnables " c'est à lui qu'ils doivent s'appliquer et non l'inverse. C'est précisément l'inverse de ce que propose ce rapport sur l'intégration que nos responsables politiques doivent s'attacher à réaliser. Le bon sens voudrait que l'on rappelle ou que l'on apprenne à cette immigration extra-européenne que la misère dans laquelle elle vivait avant de décider de rejoindre notre pays est la conséquence de sa culture fermée à la connaissance et au progrès. La suite logique est qu'elle doit en prendre conscience et décider de s'intégrer à la société qui l'a accueillie et qui lui offre des conditions de vie enfin décentes. Elle doit se fondre dans la masse pour réussir sa nouvelle vie et donner à ses enfants des perspectives de réussite dans une nouvelle culture qui l'a attirée et qu'elle doit progressivement adopter pour y inscrire sa descendance. Et celui qui refuse ce pacte, n'a pas sa place chez nous.

C'est cela que les citoyens attendent de leurs responsables politiques. Qu'ils aient une vision à long terme de la France et de l'unité de la nation, et non pas qu'ils favorisent sa division, voire son éclatement. Car c'est ce vers quoi ils conduisent aujourd'hui notre pays. Ce rapport constitue donc une véritable déclaration de guerre pour tous les patriotes. Et rappelons ici aux procureurs de la bien-pensance l'importance de la sémantique : ils sont priés de ne pas confondre patriotisme et nationalisme !

En effet, le problème que pose cette immigration n'est pas tant le pays d'origine que la culture qui la réunit. Car cette dernière est modelée par l'islam qui est, il faut bien l'admettre, incompatible avec nos sociétés européennes démocratiques. D'ailleurs, ces immigrants et même leurs enfants nés dans notre pays et appelés à devenir français à 18 ans par le droit du sol (90 000 chaque année), restent viscéralement très attachés à la nationalité du pays d'origine et à leur religion à laquelle ils font allégeance pour la plupart. Donnons rendez-vous à nos responsables politiques au mois de juin prochain avec le déroulement de la coupe du monde de football et demandons-leur de suivre par exemple les rencontres dans lesquelles l'équipe d'Algérie sera impliquée. Il est fort à parier que nous aurons à connaître à nouveau sur notre propre sol des "manifestations de liesse, ou de frustration " selon les résultats avec des débordements, des exactions multiples et des affrontements sérieux avec les forces de l'ordre. Demandons-leur d'imaginer ce qui se passera si, par l'effet du hasard, l'équipe de France rencontre celle d'Algérie. C'est pourquoi la nationalité du pays d'origine doit être abandonnée lorsqu'on devient français ce qui implique la suppression de la double-nationalité pour les étrangers extra-européens. Car cette immigration non européenne porte en elle, par sa culture différente de la nôtre et façonnée par l'islam, les germes d'une radicalisation des rapports entre les communautés instituées de fait par leur volonté d'affirmer leur différence et leur refus d'intégrer la société nationale.

Et cela découle tout simplement de la différence capitale entre notre culture héritée du christianisme et celle de cette immigration ancrée dans l'islam. La première a su séparer le spirituel et le temporel ce qui lui a permis d'enfanter la liberté de pensée, la liberté d'expression et les droits de l'homme, et de créer un espace politique autonome, alors que la seconde considère que cette distinction ou cette séparation entre le sacré et le profane n'existe pas, ce qui la conduit à ne reconnaître que les droits de Dieu et à rejeter de ce fait la laïcité.

Alors si notre classe politique persiste à nier l'évidence et à ne pas vouloir adopter les mesures salutaires qui s'imposent pour l'avenir de la nation, " la France rêvée de 2025 " risque de tourner au cauchemar avec son lot de souffrances et de larmes car la confrontation est inévitable, et ne nous y trompons pas, dans ce cas

c'est l'assurance d'une nouvelle " guerre de religion " qui conduira à une guerre civile.

***Nos responsables politiques pardonneront donc aux citoyens, ou aux simples patriotes attachés à leur héritage historique, spirituel et culturel de lui rester fidèle et de vouloir le défendre, avec détermination, pour le transmettre aux générations suivantes. Car cette mémoire partagée jusqu'ici doit rester le socle vivant sur lequel se bâtit l'avenir; le socle à offrir à ceux qui veulent devenir réellement français non par intérêt mais par conviction et par adhésion à nos valeurs, le socle sur lequel ceux qui choisissent notre pays doivent s'inscrire et inscrire leur descendance. Rappelons à ceux qui l'ont oublié et qui sont aujourd'hui en train de commettre l'irréparable, ce qu'est la Nation : "Une nation est une âme, un principe spirituel (...) L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis."*(Renan)**

C'est pourquoi, nos concitoyens, nos compatriotes doivent prendre leur distance avec la politique politicienne dans laquelle ils baignent quotidiennement et essayer de comprendre les raisons qui ont conduit nos gouvernants à commander un tel rapport orienté dès le départ en en fixant ses conclusions qu'ils comptent bien appliquer – et ils le feront – si les citoyens ne les en empêchent pas.

En effet, face aux commentaires de la presse écrite et des chaînes de télévision souvent orientés et qui frisent parfois la manipulation, il convient de rester vigilant, de garder un œil critique et l'esprit clair pour tenter d'analyser à froid les raisons cachées qui ont conduit à la préparation de ce "rapport ".

*En fait, il faut remonter bien avant la dernière élection présidentielle. Pour qui s'intéresse de près à la politique, sans pour autant être militant d'un quelconque parti politique, il est évident que la gauche française a perdu depuis de nombreuses années une bonne partie de ce qui constituait son socle électoral, à savoir les classes populaires et en particulier la classe ouvrière. Devant cette hémorragie, il a bien fallu réagir. Et c'est là qu'entrent en jeu les groupes de réflexion, ou "think tanks", chargés de présenter des solutions. Parmi ces groupes de réflexion, Terra Nova a établi deux études au printemps 2011, caractéristiques de cette dérive anti-nation totalement assumée par certains, et intitulées "**Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?**" et "**Débat sur l'islam : pour une citoyenneté musulmane**".*

La première dresse un constat lucide du divorce consommé entre la classe ouvrière et la gauche, ce qui conduit ses rédacteurs à élaborer une nouvelle stratégie, peu respectueuse à l'égard du peuple français dont elle oublie son identité pour encenser celle des autres, non seulement au détriment des citoyens français mais le plus souvent contre eux. Le plus cynique dans cette étude c'est l'affirmation de la nécessité de pallier la défection des classes populaires, considérée comme définitive et qu'elle renonce d'ailleurs à reconquérir, par cette nouvelle masse électorale constituée en majeure partie par les étrangers non européens et leurs descendance qui acquiert la nationalité française à la majorité. Cette stratégie appelée "France de demain" (il faut comprendre les jeunes, les minorités, les femmes, les diplômés) est centrée sur des valeurs proclamées (investissement dans l'avenir, promotion de l'émancipation, engagement de la bataille pour une France diverse). S'il fallait résumer en caricaturant la situation, on pourrait dire que la gauche est arrivée à la conclusion que le peuple de gauche l'a abandonnée et qu'il lui faut impérativement inventer un autre peuple de gauche pour conquérir le pouvoir. Et pour concrétiser la réalisation de ce projet, la première action du Sénat, passé à gauche à l'automne 2011, a été de voter le projet de loi sur le droit de vote et d'éligibilité accordé aux étrangers non européens pour les élections locales. C'est là un premier pas.

La seconde étude qui a un lien étroit avec la première a pour objet d'encenser cette identité musulmane présente sur notre sol qu'il s'agit de favoriser et d'accompagner dans la mutation de l'identité de la France qu'il faut renforcer et qu'elle considère déjà profonde et rapide en moins d'un demi-siècle. Et cette mutation, à marche forcée, doit permettre l'avènement d'une classe politique musulmane et l'instauration d'une citoyenneté musulmane ! Rien de moins ! Dans une société laïque et de tradition catholique depuis plus de mille cinq cents ans et dans laquelle personne n'envisage, ou n'a envisagé, d'instaurer une citoyenneté chrétienne, nous devrions aujourd'hui instaurer une citoyenneté musulmane ! Les rédacteurs prennent d'ailleurs le soin d' "inviter" le politique à accompagner au mieux cette mutation, d'en éviter les soubresauts racistes et d'en définir les nouveaux équilibres culturels ! Et ils poursuivent en demandant l'émergence d'une puissante citoyenneté musulmane qui permettrait aux musulmans d'être acteurs du changement !

Nous avons avec ces deux études la matrice et la trame qui ont servi pour élaborer le rapport sur la refondation de la politique d'intégration.

Certains diront qu'il ne s'agit de d'un rapport parmi tant d'autres qui restent régulièrement dans un tiroir dès qu'ils ont été publiés. Ils se trompent ou ils veulent tromper les Français, car accorder le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non européens pour les élections locales est un vieux rêve d'une partie de nos élites politiques et en tout cas une promesse de la gauche au moment de la dernière élection présidentielle en 2012. La réalisation de ce projet lui permettrait précisément de bâtir son nouveau socle électoral encensé par ces deux études de Terra Nova. Le problème qui s'est posé à nos gouvernants c'est qu'un tel changement nécessite une modification de notre Constitution. Et comme le prévoit cette dernière dans son article 89,

deux voies sont possibles : le référendum ou, lorsque le Président de la République le décide, le Parlement, convoqué en Congrès ; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Or, le Président de la République et son gouvernement ne veulent surtout pas entendre parler du référendum, car il ne faut pas consulter le peuple qui n'est pas apte à donner son avis sur un sujet qui concerne pourtant son avenir. C'est une conception particulière de la souveraineté du peuple et de la légitimité des décisions prises. C'est donc la voie du Parlement réuni en Congrès qui a été retenue. Cependant, la barre des trois cinquièmes n'étant pas acquise, il a été décidé de remettre à plus tard cette révision de la Constitution, dès que les conditions le permettraient, c'est à dire dès que les trois cinquièmes seraient acquis à l'occasion d'une prochaine élection de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Cette situation contrariante pour de nombreux zéloteurs de ce projet, impatients d'imposer aux citoyens ce dévoiement des principes de citoyenneté et de nationalité, et ce pour des raisons purement électoralistes, a conduit à la publication le 3 décembre 2012, dans le quotidien « Libération » d'une lettre ouverte au Président de la République, signée par une cinquantaine de parlementaires et d'intellectuels. Ces derniers lui demandaient de lancer une campagne en faveur du droit de vote des étrangers aux élections municipales afin de convaincre la cinquantaine de parlementaires qui manquaient pour atteindre les trois cinquièmes des suffrages requis. Mais il semble que le Président y ait renoncé. Chacun pensait donc depuis la fin de l'année 2012 que ce sujet avait été mis de côté en attendant des jours meilleurs. Mais c'est mal connaître notre classe politique dont l'obsession et le but sont d'accéder au pouvoir et de le conserver le plus longtemps possible.

Alors, la priorité étant de reconstituer un nouveau socle électoral pour conserver le pouvoir, nos gouvernants n'hésitent pas à poursuivre leur projet par des voies moins institutionnelles mais tout aussi dangereuses pour l'avenir de la nation française en voulant transformer la société en favorisant sa mutation identitaire. Si certains ont reproché au Premier ministre d'avoir mis en ligne ce rapport sur le site du gouvernement après le tollé qu'il a provoqué, on peut en fait penser qu'il ne s'agissait pas d'une maladresse mais bien le résultat d'une stratégie bien pensée et concertée. En effet, si le résultat obtenu dans l'immédiat c'est la désapprobation et la condamnation d'une partie de la classe politique, c'est bien ce qui était recherché. Car ainsi, la contrepartie attendue après la focalisation des médias sur ce rapport et la polémique créée, même si ce rapport était finalement mis dans un tiroir, c'est l'assurance d'avoir gagné la sympathie et les voix de la majorité des musulmans notamment ceux étant devenus français par le biais de la naturalisation (la majorité des 145 000 naturalisés en moyenne chaque année, si l'on considère la seule décennie 2000 - 2010) et ceux nés dans notre pays et ayant acquis la nationalité à leur majorité (entre 85 000 et 90 000 chaque année dans la même décennie). C'est précisément ce que préconisait la première étude de Terra Nova citée plus haut, ses rédacteurs comptant ainsi gagner 2 500 000 voix ! L'élection présidentielle de 2012 a d'ailleurs été un premier test, plutôt réussi, puisque plus de 90 % des Français musulmans ont voté pour ceux qui les encensent et qui satisfont leurs exigences. Alors, ils veulent aller encore plus loin.

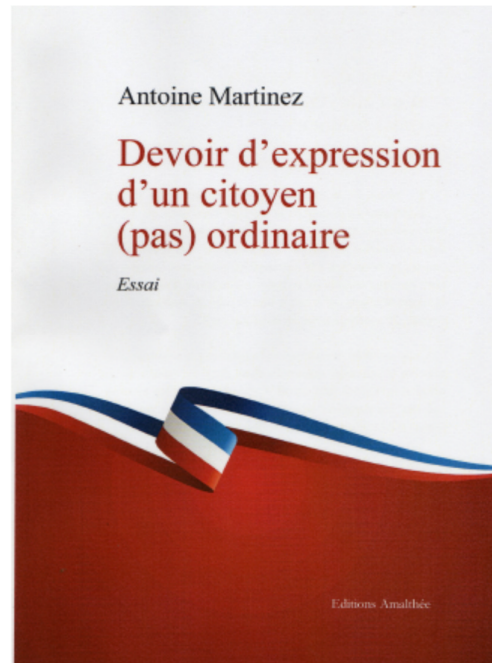
On le constate, pour conquérir et conserver le pouvoir, nos gouvernants sont prêts à sacrifier les intérêts de la nation qui relèvent d'une vision à long terme à celui de leur obsession et de leur appétit du pouvoir et de ses privilèges, qui ne relève, lui, que du court terme. Mais si une telle stratégie permet dans un premier temps de gagner ces voix, ceux qui ont été portés au pouvoir dans ces conditions seront ensuite, après avoir permis et favorisé la mutation identitaire de la France par "l'avènement d'une classe politique musulmane " accélérée par " l'instauration d'une puissante citoyenneté musulmane ", tout simplement balayés par cette nouvelle mouvance politique. Imaginons la suite. Car "**en politique, il faut envisager, non pas le mieux, mais le pire, pour que ce pire ne se produise pas, pour que l'on se donne les moyens de le combattre "** (Julien Freund)

Alors les citoyens doivent à présent se réveiller ! C'est de notre avenir dont il s'agit, de celui de notre descendance, de celui de notre patrie, de cette France que nos anciens ont bâtie tout au long des siècles passés et qu'ils nous ont léguée. Sachons rester fidèles à notre héritage qu'il faut faire fructifier et transmettre à ceux qui viennent après nous. Car renoncer à défendre notre héritage historique, spirituel et culturel, c'est nous condamner à disparaître. La publication de ce rapport contraire aux valeurs de la Nation et de la République est une déclaration de guerre pour les patriotes. Les bornes de l'indignation sont ici dépassées. Les citoyens doivent donc se mobiliser et faire savoir à la classe politique dans son ensemble son opposition franche à ce projet de nouvelle société fondée sur le communautarisme et à l'abandon de ses racines qui est une véritable injure et une discrimination contre l'identité de la nation française. On a imposé au peuple, par la force, le mariage pour quelques-uns malgré son opposition. Les citoyens devront cette fois-ci être plus déterminés et adresser un message persuasif à nos gouvernants : **Touchez pas à ma nation !**

Général (2s) Antoine MARTINEZ

SOMMAIRE

- Introduction
- Le politique
- Le politiquement correct
- La mondialisation
- Vers le désastre programmé
- L'immigration extra-européenne
- Des mesures insensées qui aggravent la situation
- L'école et son environnement : état d'urgence
- Des mesures conservatoires urgentes
- Le débat sur l'identité nationale
- Un constat dramatique qui interpelle le citoyen
- Les ambiguïtés de la gauche française
- L'islam, une menace pour la Nation et pour la démocratie
- Notre engagement en Afghanistan
- Le problème de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne
- Conclusion



L'unité de la nation française est mise en sérieux danger en raison de la fracture identitaire qui ronge insidieusement le peuple français. Trois facteurs interagissent depuis plusieurs décennies : le manque de clairvoyance, de lucidité et de courage des responsables politiques ; le règne du politiquement correct qui terrorise notre liberté d'expression ; la mondialisation qui a mis à mal le sens du collectif. C'est pourquoi l'avenir de notre société est menacé.

Cette situation désastreuse, amplifiée par une immigration extra-européenne massive dont la culture et la religion invalident tout espoir d'intégration, est aggravée par des mesures sociales insensées adoptées ces dernières années, par la politique contestable de l'Éducation nationale depuis plusieurs décennies et par la suspension du service militaire non remplacé.

Les citoyens attachés à leurs racines, aux valeurs qui ont fait de la France une grande nation, héritiers d'une Histoire et d'une culture, ne peuvent plus rester silencieux face à l'imprévoyance et au laxisme de leurs responsables politiques : Antoine Martinez se fait leur porte-parole.

Editions Amalthée 238 pages - 19,80 €